

# AGORA

**Le dimanche 9 Mai 2010**

**Vous sentez-vous bien dans la ville ?**

2<sup>ème</sup> débat : 16 h 34 – 18 h 35

**Intervenants :**

- **Elizabeth TOUTON**, adjoint au maire de Bordeaux, chargée de l'urbanisme et de l'architecture.
- **Anne BREZILLON**, adjoint au maire, chargée de la diversité.
- **Patrice MEYER-BISCH**, coordonateur de l'Institut interdisciplinaire d'éthique et des droits de l'Homme et de la chaire UNESCO pour les droits de l'Homme et la démocratie, université de Fribourg.
- **Jean-Michel LUCAS**, consultant culturel.
- **Les associations.**

**Rémi Cambau :**

Le seuil magique d'un million d'habitants ne veut pas dire grande chose, mais des dizaines de milliers d'habitants viennent dans les limites administratives de Bordeaux, dans les limites naturelles de l'intra-rocade. Nous parlons d'une ville qui sera plus dense, où nous serons plus nombreux, plus cosmopolites. Ce thème a déjà été évoqué. La question qui se pose désormais : comment allons-nous réussir à vivre ensemble dans une ville qui va beaucoup se densifier, se diversifier ? La diversité est un mot important. D'ailleurs, la délégation de Mme Anne Brézillon, adjointe au maire, est chargée de ces questions. Merci d'être avec nous pour en parler. Or, comment cette diversité va-t-elle tout changer. Ce constat a été souligné dans les débats d'hier, par des professionnels et des observateurs d'autres métropoles, passées au stade de plusieurs millions d'habitants et d'une plus grande densité dans la ville. Il s'agit d'élargir le champ de la diversité des personnes qui s'y trouvent. Ce sont des diversités de références personnelles, culturelles et de différences sociales. Comment faire pour que nous vivions tous ensemble et cohabitons ? Faut-il réglementer ou non ? Nous allons essayer d'aborder toutes ces questions. Commençons par celle de l'inclusion sociale, c'est-à-dire la manière dont la ville peut laisser une place à tous, et n'oublier personne.

**Laurent Lataste :**

Sur le plateau, Stéphane Pusateri, président de l'association des riverains de Bordeaux, Bubacar Seck, architecte également, Olivier Demangeat, président de l'association « La halle des Doves », Claire Mestre...

**Rémi Cambau :**

Présidente de l'association *Mana* de Bordeaux qui a été primée par la ville de Bordeaux, durant les prix des associations pour la ville.

**Laurent Lataste :**

Jean-Luc Benguigui, directeur du centre d'animation de la ville de Bordeaux. Enfin, Anne Brézillon, adjointe au maire de Bordeaux, chargée des associations et de la diversité.

**Rémi Cambau :**

Nous pouvons commencer avec une question simple : l'affiliation d'un million d'habitants est-elle une perspective inquiétante ?

**Olivier Demangeat :**

Je ne crois pas que ce soit effrayant. L'habitant, le citoyen et le groupe ne raisonnent pas sur cette échelle. Nous allons penser avec une échelle de proximité. Comme cela a été dit plus tôt, la proximité, le rapport humain, les espaces que nous allons créer à proximité des logements et les modes de déplacement démontrent que nous sommes dans une optique de « quartier ». Elle n'est pas limitée aux quartiers anciens car je crois qu'il existe des quartiers modernes qui peuvent révéler cette identité. Nous raisonnons sur le citoyen et le mode associatif dans une dimension de proximité et d'identité, que ce soit sur le bâti ou que ce soit sur la mixité sociale. Que nous raisonnons sur 100 fois 10 000 habitants ou sur 50 fois 10 000 habitants,

peu importe, car l'important est de savoir comment nous allons préserver, voire développer, des identités de quartiers, avec leurs services. Ce qui fait la ville, c'est le mélange.

**Rémi Cambau :**

Nous avons dans la salle d'autres représentants d'associations. Nous passerons la parole à Isabelle Kaiser. Nous avons également M. Lucas, directeur des affaires culturelles. Et, à côté, M. Patrice Meyer-Bisch. Bien sûr, vous pouvez intervenir quand vous le souhaitez. Continuons le débat. Claire Mestre ?

**Claire Mestre :**

Je voudrais préciser ma fonction car je suis psychiatre et anthropologue. Mon point de vue est quelque peu décalé par rapport au reste des intervenants. Dans le cadre de l'association, je m'occupe du soin et de la prévention des populations migrantes. Localement, je suis ici au titre de la délégation du quartier des Aubiers. Nous pensons le lien social à partir de la santé c'est-à-dire de l'accès aux soins et d'un certain bien-être, surtout en direction des femmes. Selon nous, les questions se posent au niveau du quartier. Ce qui prime, quelque soit le nombre d'habitants dans une ville, concerne les relations avec les institutions, puisque les problématiques des Aubiers sont surtout centrées sur ce lien, pour les questions de santé. En effet, celles-ci ont tendance à exclure pas seulement sur le plan des distances géographiques mais aussi sur le plan des distances sociales, culturelles et notamment linguistiques. Pour moi, quelque soit le nombre d'habitants, c'est cette distance là qui est, avant tout, importante.

**Rémi Cambau :** A l'instar d'Olivier Demangeat, vos actions sont faites d'une idée et de travail de proximité.

**Claire Mestre :**

Bien sûr, nous travaillons avec des femmes dont la particularité est d'être pluriethnique. Par exemple, nous faisons en sorte que des femmes Turques puissent communiquer avec celles de langue arabe, alors qu'elles ne parlent pas très bien le français. Nous formons des groupes afin qu'elles puissent échanger entre elles et avoir accès en tant que citoyennes aux institutions, notamment de soins. Mais cela pourrait être vrai pour d'autres institutions.

**Laurent Lataste :**

Nous allons laisser la parole à Jean-Luc Benguigui, du centre d'animation, qui peut nous parler de cohésion, comment cela pourrait-il se passer avec un million d'habitants ?

**Jean-Luc Benguigui :**

Je crois que le fait que nous soyons plus nombreux est une chance extraordinaire car cela signifie plus de possibilités. J'entendais des identités de quartier dont l'importance est évidente. Cependant, elle ne suffit pas. Nous devons avoir dans les différents quartiers de la ville des espaces où les gens peuvent se rencontrer. Essayons de privilégier, comme cela se fait dans le centre, des espaces où toutes les générations peuvent se rencontrer. Or, c'est insuffisant car je crois que si nous voulons donner le sentiment d'appartenance à une ville, généralement à un même monde, aux personnes de façon à leur donner l'envie de se rencontrer, non pas parce qu'elles vivent sur un même espace géographique, mais parce

qu'elles ont envie de partager quelque chose ensemble. Très modestement, nous avons des centres d'animation à Bordeaux, aussi bien en son cœur que dans les quartiers périphériques. Nous avons essayé de développer des projets essentiellement culturels, autour du théâtre ou les arts du cirque, etc. Ce sont des projets où des personnes de différents quartiers ont envie de partager des choses ensemble, de se rassembler et pas seulement parce qu'ils habitent dans le même quartier. Cette mobilité, facilitée notamment par le tramway, va dans le sens de la mixité sociale dans la mesure où certains quartiers l'encouragent également. Ils veulent essayer de rassembler le plus de personnes dans le quartier. Cette mixité s'ouvrira sans doute, davantage.

**Rémi Cambau :**

C'est une ville entière pour la mixité en fin de compte.

**Jean-Luc Benguigui :**

C'est une ville entière pour la mixité. Il ne faut pas aller d'un extrême à l'autre. Nous avons besoin de la proximité et des relations. La culture nous l'expliquera et nous conduira à nous questionner pourquoi nous avons envi de partager des choses ensemble. Nous travaillons alors sur les deux échelles et l'une ne va pas sans l'autre.

**Rémi Cambau :**

Nous avons Isabelle Kaiser dans le public, expliquez-nous votre action et ce que vous pensez de cette métropole d'un million d'habitants.

**Isabelle Kaiser :**

Comme je l'ai déjà dit à M. Alain Juppé, je suis très contente d'être ici et très fière. Nous présentons depuis vendredi, une installation : « Arc en Rêve » qui présente un portrait des habitants des quartiers de Bacalan et des Aubiers. Chaque jour que nous passons est un bond de plus vers 2046. Un jour de plus où il est nécessaire de cheminer avec les gens dans les quartiers, et ceux qui ne sont pas toujours faciles, de grande précarité et de grandes difficultés. Je me dis qu'il faut vraiment que nous tous, nous retrouvions les manches : travailleurs sociaux, artistes, politiques, urbanistes, architectes..., pour créer une « vraie » mixité sociale, donc une sorte de rêve. Aujourd'hui, nous sommes un peu entre nous car j'observe qu'il n'y a pas vraiment d'habitants de Bacalan et des Aubiers. Vendredi, à 18h, nous avons organisé un vernissage, ici, avec Aquitalis qui est mon partenaire, dans lequel se trouvait une soixantaine de ces habitants. Nous étions vraiment heureux de les recevoir ici. Il s'agit d'un « grand pont » vers Ginko, de grands liens, de tisser des relations pour qu'il puisse y avoir des choses. Tout cela a l'air très beau et magnifique mais je ne sais pas si la mixité en sera préservée lorsque les habitants de Ginko et des Aubiers deviendront une même population. Il est souhaitable de communiquer ensemble. Comment pouvons-nous mettre des équipements aux Aubiers ? Les gens se sentent un peu abandonnés car il s'y trouve plus de quarante nationalités là-bas et il y existe beaucoup de précarité et de difficultés. Pour moi, c'est une question de solidarité et d'équité mentionnée par un architecte tout à l'heure, mais essayons de remplir ses mots de sens et surtout d'actions concrètes. Je ne suis pas la seule artiste bordelaise à travailler dans les Aubiers à Bordeaux, alors comment faisons-nous chaque jour, alors que nous allons voir les habitants jusqu'au fin fond de Bacalan, pour faire avancer les

choses afin d'être vraiment dans une ville, ensemble ? Car c'est ensemble que nous pourrions trouver notre identité.

**Rémi Cambau :**

Merci, nous allons continuer à poser des questions à propos de la manière dont vous voyez la diversité alors que la ville grandit.

**Boubacar Seck:**

Pour moi, être métropolitain et dans une communauté de vie, c'est se donner un avenir. Je pense qu'il est nécessaire de se faire, au préalable, une sorte d'introspection. Nous parlons beaucoup d'identité mais je me méfie de cette notion, car elle est très complexe. Nous y mettons un peu de tout. J'ai l'impression que nous nous posons la question à plusieurs étages : la question urbaine, économique, de l'insertion. A mon avis, si nous tendons vers une métropole millionnaire, la première question à poser est : « qu'est-ce que nous voulons pour le futur ? » Que se passe-t-il à Bordeaux aujourd'hui ? Je peux prendre le pari que Bordeaux ne sera pas comme cela demain. En revanche, il est important de proposer des images qui participeront au débat. Nicolas Michelin a dit, avec beaucoup de nuances, que la concertation peut parfois bloquer les projets. C'est vrai qu'en tant qu'architecte, nous sommes plus dans une volonté de construire. Mais je repose tout de même la question alors que M. le Maire a répondu tout à l'heure, en disant qu'il existe une demande des habitants. Cette demande génère des concertations, des consultations, des participations. En effet, il semble que les projets que nous mettons en place doivent être réfléchis ensemble. Cette question de la participation me paraît importante. Nous avons parlé aussi du « vivre-ensemble », j'aime beaucoup ce mot, car il a du sens. En revanche, pour moi, il ne s'agit pas d'une incitation à s'aimer mais c'est plutôt une façon d'organiser la société, de développer des déplacements plus fluides. La mixité s'effectue par les activités, et en différenciant leurs programmes, elles différencieront la population.

Je connais bien le travail d'Isabelle qui s'intéresse aux populations. J'avais vu son spectacle du côté de Bacalan et elle parlait des habitants. J'avais l'impression qu'elle se moquait un peu d'eux, mais elle était pourtant en empathie avec eux, j'y voyais de la complicité et une grande connivence. Je me rappelle d'une anecdote : une femme qui, au départ, était très réticente à ouvrir son appartement et à parler avec elle, lui a finalement offert sa robe de mariage. Associer les habitants à un projet, c'est lui donner une légitimité et de ne pas se couper des autres. Je peux le dire en tant qu'architecte. Le « vivre ensemble » et la métropole millionnaire ne sont pas une inclination à s'aimer mais une façon d'organiser la société et de faire un projet. Nous avons beaucoup cité Renan pendant le débat sur l'identité nationale, mais, avant de faire un projet, il se posait la question « qu'avons-nous fait ensemble ? ». Se poser la question aujourd'hui est primordiale pour Bordeaux car elle nous permet de savoir ce que nous voulons faire ensemble.

**Rémi Cambau :**

Nous allons donner la parole à l'autre architecte du plateau : Fabien.

**Fabien :**

Bonsoir, je voudrai réagir à la question initiale : « est-ce que la ville millionnaire nous fait peur ? » Plus qu'elle ne fait peur, en réalité, c'est plutôt une chance. Plus de population signifie plus d'échanges, mieux vivre ensemble et de la part des pouvoirs publics, c'est plus d'équipements et plus de potentiel. Pour ma part, c'est vraiment une chance. Par rapport à ce que disait M. Juppé hier, d'une part, nous avons le politique qui veut attirer l'autre dans sa ville, et d'autre part, s'il se trouve plus de monde, cela signifie que cette population va stimuler la ville.

**Rémi Cambau :**

Vous êtes confiant. Mais nous sommes là pour parler des conditions, y compris les architectes avec les politiques et les urbanistes. Vous allez penser cette ville pour les personnes qui vont y habiter. C'est une question qui concerne aussi les associations. Dans la perception que vous avez de la ville aujourd'hui, pouvez-vous dire qu'à un certain moment, vous la trouvez mal faite ?

**Olivier Demangeat :**

La question de territoire et de calque me semble très importante. Nous avons parlé d'échelle de quartiers, de mobilité entre eux et de l'intérêt général, qui est celui de la ville, car c'est lui qui prime à un moment donné. Selon moi, ce qui reste absolument nécessaire concerne la qualité de l'espace public et son design. Jusqu'à une certaine période, nous dessinions d'abord un vide, les mailles, une place et nous bordions tout cela avec des éléments de vie qui sont des commerces, des logements, des bureaux, etc., dans une très grande mixité de programmes. Je crois beaucoup à la qualité du dessin du vide et à la qualité du dessin de l'espace collectif. C'est primordial dans la construction d'un vivre ensemble. Tant que nous raisonnons uniquement avec les pleins, ce sera du chacun chez soi, chacun dans son petit plot.

**Rémi Cambau :**

Nous avons parlé hier de cette question, notamment avec deux architectes qui sont aussi anthropologues et qui, par ailleurs, évoquaient la question de cet espace tantôt public, tantôt privatisé pour des usages ponctuels. Lorsque deux joueurs de boules s'installent à un endroit, c'est un espace public, mais ils peuvent le privatiser pour un moment donné, pour leur propre usage. Est-ce que nous avons cette capacité à accueillir tous ces espaces ?

**Olivier Demangeat :**

Tout à fait. J'irai même plus loin. Je suis toujours surpris quand j'entends la dichotomie : nous allons construire des milliers de logements, des centaines de milliers de mètres carrés de bureaux, nous sommes alors sur des visions très technocratiques, très brutales. La qualité du vivre en ville et du vivre ensemble, réside dans les espaces intermédiaires, entre le public et le privé. Comme vous le disiez, cela va jusqu'au joueur de boules qui se privatise, mais aussi comment réparer ma moto ?, etc. Est-ce qu'il y a un préau qui peut être investi, à un moment donné par quelqu'un ? Où vais-je caser toutes ces fonctions-là, entre les logements, les commerces, les bureaux ?

**Rémi Cambau :**

Avez-vous le sentiment que c'est une question qui se posera d'autant plus que nous sommes plus nombreux dans un même espace ?

**Olivier Demangeat :**

Bien évidemment, si nous densifions, nous aurons tendance à remplir ce rapport de plein et de vide. Encore une fois, comment dessinons-nous ces vides ? Nous laissons-nous certains endroits, des lieux ? Que ce soit 50 mètres-carrés pour faire un barbecue ou quelques mètres pour jouer aux boules, des espaces qui ont des fonctions collectives, communes. Ce sera très important sous peine d'arriver tout de suite au problème que nous voyons dans les banlieues. Bordeaux est loin d'être dans cette pression-là mais nous avons tellement d'endroits d'urbanisme de début du siècle avec l'étymologie d'usage qui est que nous nous mélangeons jamais, que le lien ne se fasse pas, que nous finissons par avoir peur de l'autre, nous arrivons alors à toutes les dérives que nous connaissons. La qualité de l'espace collectif commun va faire la qualité des usages et du vivre ensemble.

**Claire Mestre :**

Je voulais dire que l'aménagement de l'espace est déterminant car nous voyons que dans le quartier des Aubiers, l'arrivée du tramway a modifié de façon radicale la vie des habitants. La question de l'espace est corrélative à la capacité de se rencontrer. Je voudrai m'intéresser à des questions plus humaines, c'est-à-dire l'accueil et la question des médiations. Je pense, par exemple aux Aubiers, mais je travaille à l'hôpital et je suis très attentive à l'accueil. La qualité de l'accueil humain est finalement presque indépendante à la question architecturale. Vivre ensemble signifie être capable d'accueillir l'autre.

Aux Aubiers, la vision de l'espace joue beaucoup, à savoir comment se rencontrer ? Et j'insiste encore sur la question humaine qui fait se demander quelle médiation nous allons utiliser pour faire rencontrer les gens ? Je me situe plus particulièrement du côté des personnes les plus démunies socialement, du fait de la précarité, et diminuées par le handicap de la langue française. Se pose alors la question de la médiation, sur laquelle les habitants ont beaucoup d'idées ; raison pour laquelle il faut leur donner la parole. Par rapport au travail avec les femmes, nous avons eu l'heureuse surprise, quelques années auparavant, de voir qu'elles avaient des savoirs-faire, des pratiques. Il s'agissait de créer les outils de médiations pour qu'elles puissent partager entre elles alors qu'elles n'en avaient pas du tout l'habitude, et de pouvoir faire des choses, notamment avec la bibliothèque ou avec les écoles. La bibliothèque permet aussi d'offrir l'hospitalité à l'autre, et faire en sorte que les populations, qui ne parlent pas français, puissent être accueillies. Enfin, dans les écoles, les enseignants sont très ouverts pour faire des choses avec des parents migrants non-francophones. Tout cela passe par des médiations, en particulier linguistiques.

**Rémi Cambau :**

J'ai une question complémentaire car vous dites que ce n'est pas toujours une question d'architecture. Des espaces dans lesquels nous circulons aisément, dans les bâtiments ou dans la ville, sont dessinés. Est-ce que votre expérience conduit à dire que nous aurions des difficultés particulières pour se repérer dans la ville ?

**Claire Mestre :**

Outre l'architecture la question humaine est aussi essentielle, notamment le transport et l'appropriation, en tenant compte de différents facteurs : éventuels handicaps, ne pas avoir un « habitus » par exemple – c'est-à-dire une façon de se mouvoir facilement –, contraintes liées à la tradition et à la religion, etc. Il est parfois impossible de rassembler des hommes et des femmes et c'est une réelle difficulté. L'architecture doit aussi prendre en considération des questions parfois très spécifiques, d'où l'importance des médiations, des créativité qui s'appuient sur les usages des habitants et sur les institutions.

**Rémi Cambau :**

Quant aux points de repères symboliques dans la ville, relatifs à toutes les cultures, existe-t-il un moyen de vivre ensemble dans une société multiculturelle ? C'est un problème de la métropole. Pouvons-nous créer une symbolique qui puisse être commune ?

**Claire Mestre :**

Mon point de vue sera un peu différent. Il est souhaitable de proposer des choses, mais souvent les propositions viennent des habitants eux-mêmes, qui savent mieux que nous ce qui peut faire la communauté. Faire vivre ensemble suppose des négociations. Qui dit négociations, dit, aussi, créativité. Il faut parfois renoncer, en partie, à soi pour vivre de façon harmonieuse avec son voisin.

**Rémi Cambau :**

La culture nous définit, mais faut-il être capable de s'y arracher pour vivre avec les autres ?

**Claire Mestre :**

Le terme « d'arrachage » est très intéressant. Souvent, nous pensons que l'intégration de la population immigrante suppose un arrachage, retirer quelque chose de soi pour intégrer la communauté. C'est une façon de percevoir la ville par rapport à ses marchés et ses périphéries. Les marchés peuvent aussi devenir des centres. Nous avons organisé un colloque sur ce sujet dans les Aubiers.

**Laurent Lataste :**

Pierre, vous voulez réagir ?

**Pierre :**

Bien sûr. Sur cette problématique, il est important de mettre l'accent sur le développement durable et l'écologie. Si cette ville doit grandir, il faut prendre en compte l'environnement. Je voulais surtout réagir sur la première question que vous avez posée aux invités, à savoir : est-ce que l'expression « ville millionnaire » fait peur ? Je ne veux pas être en décalage en disant que ça ne m'effraie pas, mais c'est juste que je trouve que le slogan n'est pas intéressant. Le terme est totalement abscons, exclusivement quantitatif et assez passéiste. Dans les documents de 1970, des exemples nous montrent la volonté de faire de certaines agglomérations comme Bordeaux des villes millionnaires. Mais, j'ai envie de dire que la métropole millionnaire se

fera même sans eux. C'est évident qu'une grande agglomération comme Bordeaux sera, dans les années à venir, rapidement millionnaire. Une question, à mon sens plus importante, se pose : quel espace ? Si nous rêvons d'une agglomération entre Libourne et Arcachon, elle sera millionnaire bien évidemment. Je m'exprime en tant qu' élu de cette ville. Le rôle des élus est celui de travailler le qualitatif plutôt que le quantitatif. Au-delà de l'urbaniste, le rôle de l' élu est de fabriquer l'urbanité, c'est-à-dire le savoir-vivre ensemble, que nous évoquons ici. Plus la ville grossit, plus il y a la diversité, et plus des conflits d'intérêts s'opposent. Nous allons aborder rapidement cette dimension dans le cadre de notre débat qui est de savoir comment fabriquer une urbanité ? Plutôt que de rêver à un million d'habitants, il faut savoir comment nous gérons l'existence, les futurs quartiers qui vont se greffer, comme cela a été évoqué, il y a quelques instants.

**Rémi Cambau :**

Pouvons-nous revenir sur les faits ? Ce que vous dites a été abordé ces trois derniers jours. Nous avons déjà formulé des réflexions qui disent que le million ne veut pas dire grand chose, mais quand nous grandissons au-delà d'un certain seuil, cela génère un certain nombre de problèmes. C'est aussi la nature du vivre ensemble. Alors que pensez-vous de ce qui a été dit ?

**Pierre :**

Je trouve que cela a le mérite d'être du vécu, comme avec Isabelle qui nous a parlé du sien. La ville ne se construit pas contre ses habitants. Je pense que les acteurs locaux, les associations, les travailleurs sociaux, les populations de la ville, et notamment les plus défavorisées, construisent la ville. Toutes ces expériences doivent être intégrées au bâti. C'est ce que j'appelais « l'urbanité ». Le rôle des élus est de créer des liens, de sorte que les conseils de quartiers ne soient pas uniquement des outils de propagande et d'information municipale, mais qu'il se crée aussi une relation entre tous ces acteurs.

**Laurent Lataste :**

Nous allons revenir au cœur du débat avec Anne Brézillon. Bordeaux comprend 2 000 associations.

**Anne Brézillon :**

Je crois que nous sommes loin du compte. Nous en connaissons 2 500 mais je crois que nous sommes près de 5 000 associations.

**Laurent Lataste :**

En 2046, comment tout cela va-t-il s'organiser selon vous ?

**Anne Brézillon :**

La question n'est pas évidente à répondre, mais je crois que des associations naissent tous les jours. Il n'y a pas de raisons qu'en 2046, nous n'en ayons pas plus. Placées au plus près du terrain, elles nous connaissent. Comme l'ont dit Claire et Jean-Luc, elles connaissent les populations auxquelles elles s'adressent. Elles ont des réponses immédiates et elles savent

adapter les réponses et organiser la concertation. Notre rôle est d'être en synergie, de les appuyer, de les valoriser, de mettre en relation associations et bénévoles.

**Rémi Cambau :**

Vous avez évoqué le fait que le monde associatif structure la ville. Nous pouvons parler d'une espèce de « vie souterraine » dans la ville. Nous nous rendons compte que les citoyens s'organisent souvent eux-mêmes, en partie, en faisant appel à la ville. Quel genre d'écoute pourriez-vous mettre en place pour mieux les entendre ? Je propose d'entrer dans le détail sur la manière de faire et de questionner. Dans le débat, il faut vraiment être précis et ne pas rester sur l'idée générale. Comment faisons-nous pour que les gens aient les mêmes repères ? 2 500 associations sont en lien avec la mairie, et nous en avons peut-être le double. Que pourriez-vous faire pour être plus à l'écoute ?

**Anne Brézillon :**

Un grand salon des associations a lieu tous les ans. C'est l'occasion de mettre en valeur cette incroyable richesse, cette énergie quotidienne développée par les bénévoles, mais aussi les salariés. Les associations sont créatrices d'emploi et ont donc un fort potentiel économique et de liens sociaux. C'est l'occasion d'être une vitrine pour la ville. Tout ce qui se passe en « souterrain » mais aussi au grand jour.

**Rémi Cambau :**

Nous allons revenir sur des questions de détail et du terrain.

**Claire Mestre :**

La question du milieu associatif me paraît extrêmement intéressante. Il est un instrument démocratique extraordinaire. Je voudrais souligner leur travail. C'est là où s'expérimente la possibilité de prendre la parole, de faire marcher l'association, des assemblées générales, des votes. Nous avons conscience des enjeux qui se font au milieu des associations, in extenso, dans une démocratie. Ce sont des lieux de partages. Je trouve que les associations sont là où il existerait un défaut d'accès aux droits, par exemple les lacunes d'accès aux soins de la population immigrante. C'est là où s'expérimente la possibilité de s'exprimer, ce qui est fondamentale ainsi que la sociabilité et l'amour.

**Jean-Luc Benguigui :**

Vous le disiez très bien tout à l'heure : le temps n'est pas le même. A partir du moment où nous entrons dans un esprit de conservation. Dans un premier temps, il sera nécessaire de s'adapter donc ça va nous demander beaucoup de temps. Prendre en compte des demandes, des besoins exprimés, requiert beaucoup de temps. Ce constat ne doit surtout pas être sous-estimé. Comment imaginer pouvoir partager des préoccupations, s'il n'y a pas de temps d'écoute ? Autre chose que je voulais dire, au-delà des associations, des femmes et des hommes dans les quartiers de Bordeaux ont des personnalités abstraites extraordinaires. Qu'est-ce qui va les rassembler à un moment donné ? C'est sans doute l'intérêt général, autrement dit, avoir envie de partager des codes qui nous dépassent, dans une idée plus collective. Le but est de donner une meilleure cohésion. Il s'agit de faire en sorte que ces personnes, repérées par différentes associations, soient favorisées dans leur rencontre et

qu'elles partagent l'idée d'être au service des autres et l'envie de partager avec eux. Plus nous favoriserons les rencontres avec ces relais nombreux, plus nous tendons vers la cohérence entre différents quartiers et pas seulement dans un espace donné avec telle ou telle association.

**Rémi Cambau :**

C'est intéressant ce que vous dites, sur la relation « inter-quartier », vous l'avez évoqué aussi tout à l'heure. Sur la fonction, nous parlons du « petit quartier » mais nous pouvons en parler à l'échelle de « l'inter-quartier » également. Qu'est-ce qui vous semble bien ou mal fonctionner dans cette circulation et la mobilité ? Comment cela peut-il se construire dans « l'inter-quartier » ?

**Jean-Luc Benguigui :**

Je crois que cela ne vient pas tout seul. Il faut le provoquer. Si nous ne sommes pas dans cette idée de construire des relations entre les différents quartiers, la tendance sera vraisemblablement de rester dans une même géographie. Cela suppose les rencontres entre les habitants, entre les personnes, en particulier les jeunes qui, a priori, ne se connaîtraient pas. Beaucoup de personnes viendront nous voir, si nous leur montrons comment échanger les pratiques artistiques de différents quartiers et si nous créons des conditions visant à favoriser leurs rencontres. Cela ne vient pas naturellement, il existe une multitude de moyens d'actions. Il est nécessaire de travailler dans la centralité où différentes personnes des quartiers pourront se rassembler. Chaque quartier doit être actif pour d'autres. Que ce soit dans le cadre festif ou de structures culturelles, des quartiers devront attirer sur telle ou telle thématique. Il faut surtout respecter la diversité. Qu'est-ce qui va donner aux personnes d'aller dans des quartiers différents ? Nous aurons des projets attractifs et très divers qui vont pouvoir accompagner cette mobilité. En prenant le temps, nous obtenons une image de richesse. Des personnes sont disponibles pour faciliter les connexions, les relations et c'est ce que nous devons provoquer car ça ne vient pas tout seul.

**Rémi Cambau :**

L'offre peut être dans tel quartier et couvrir une zone importante, par exemple, la culture, les loisirs, le sport etc. Vous avez parlé du festival des Aubiers de l'été qui rassemblera toutes les associations du quartier qui ne demanderaient qu'à être ouvertes à d'autres. A Bordeaux sud (très dynamique) ou à la Bastide, nous avons un festival autour des arts du Cirque etc. Ce sont des micro-actions mais chacune d'elles attire des personnes d'autres quartiers, pas seulement les habitants proches. Nous pourrions mailler cette idée de partager la culture dans un certain nombre de pôles complémentaires, en mixant, en produisant ces initiatives.

**Laurent Lataste :**

Je comprends votre pensée mais il est difficile d'aboutir à ce maillage. Nous ne le voyons pas vraiment se structurer. Pourquoi ce serait plus facile avec un million d'habitants ?

**Anne Brézillon :**

Comme Jean-Luc vous l'a dit, il existe des dizaines d'animations, des maisons de quartiers, dix-neuf structures maillent le territoire. Nous avons beaucoup de jeunes qui font de

l'intergénérationnel et d'autres choses culturelles. Tout cela pour dire que les maillages sont présents et ouverts vers les habitants.

**Laurent Lataste :**

Comme vous l'avez dit, ce maillage permet de repérer des personnes talentueuses qui peuvent s'introduire dans le milieu associatif et politique. Arrivez-vous à faire cela aujourd'hui ?

**Jean-Luc Benguigui :**

Oui, mais à partir du moment où il y aura ces deux approches : l'approche de la proximité allant de quartier à quartier, de tel ou tel endroit, et une approche plus globale. C'est avec une politique très volontariste des élus, des différents acteurs et des associations que nous arriverons à ce que personne ne reste isolé, mais ça ne se fait pas de façon naturelle.

**Anne Brézillon :**

Pour conclure, c'est notre partenariat qui est important.

**Olivier Demangeat :**

Vous posiez tantôt la question à Anne Brézillon selon laquelle que pouvons-nous améliorer ? Avec le vécu que nous avons simplement à l'échelle du quartier, vous avez raison, nous avons certaines thématiques et les liens avec les autres quartiers. Nous avons une question de communication et d'information quelque peu fragile pour l'instant. Je vais prendre une ou deux anecdotes qui sont très concrètes sur les quartiers Capucins, Saint-Michel, Sainte-Croix. Nous avons de cinquante à soixante associations, plus des particuliers qui adhèrent aux fédérations des associations. Lorsque nous recevons les programmes de ce que chacun fait, nous sommes complètement sidérés car c'est impressionnant. A l'échelle d'un quartier, il se produit des soirées, vingt à trente spectacles, nous avons des choses qui se passent dans ce petit périmètre. Or, dans le journal Sud-Ouest, d'autres journaux et le site de la mairie, ils n'en annoncent même pas 20 %. Vous avez raison d'affirmer l'existence de structures, mais nous avons aussi toutes les associations qui ont chacune leur programme, l'activité et l'offre de services. Nous avons fait une réunion hier afin de préparer le prochain site Internet de l'association, nous allons mettre en place une espèce de petit agenda où chacun pourra venir s'inscrire. Or, il est vrai que certaines associations ne savent pas se servir de certains outils et ce n'est pas si simple. Mais nous avons une telle pression, un tel désir de communiquer avec tellement peu d'outils que nous avons une vraie carence à ce niveau. C'est du vécu de terrain.

**Anne Brézillon :**

Mais les associations savent s'y prendre, elles sont excellentes sur le terrain. Ce qui est difficile pour elles, c'est la communication. C'est nous qui devons relayer cette information. Je pense que le moyen de la relayer ne peut pas être unique et ne doit pas seulement être accessible sur le site de la mairie, mais c'est à nous de trouver les outils et des progrès.

**Laurent Lataste :**

Nous avons une question ou intervention.

### **Anne Marie Civilise :**

Oui, je connais plusieurs personnes qui sont sur ce podium, nous avons travaillé ensemble. C'est vrai que le tissu associatif est très fédérateur. Je préside une association –Renaissance– qui a été gratifiée par une magnifique médaille pour sa participation à l'évolution de la ville. Ce que je voudrais dire, je prends le risque de procéder à une redite, mais il me semble que nous parlons de l'urbanité, quelque chose à la fois très compliquée et très simple. Très simple car cela se déroule au niveau de chacun, de la proximité, de son voisin, de son propre problème. Mais c'est aussi la ville, la façon dont elle se fera demain et c'est déjà plus compliqué, d'autant plus qu'elle se fera sans nous. Alors autant que cela se fasse dans une marche cohérente, convenable et que chacun y trouve ses marques. Il me paraît qu'il y a un mot qui n'a pas été souvent prononcé : l'éducation. Il est nécessaire d'éduquer les gens à la ville. Je peux dire que je suis une « fanatique », une passionnée de la ville ancienne mais dans ces critères contemporains car elle répond à des besoins d'aujourd'hui. Il n'empêche que cela passe par une meilleure connaissance du sujet dont nous parlons. Quand nous évoquons la singularité, la spécificité de Bordeaux, il est évident qu'elle a des racines dans ses contradictions. Mais si nous allons sur ses différences, nous nous éloignerions de ses racines, pour toucher quelque chose de digérée qui correspondrait à un mouvement qui viendrait de loin et que nous ne pourrions absolument pas ignorer. L'éducation est donc importante. Pourquoi ? Par rapport à ce que j'ai entendu hier, c'est la conversation entre les espaces, mais il faut aussi des conversations entre les gens. Comment voulez-vous que les gens conversent s'ils n'ont pas un minimum de bagages communs. Donc il est important que dans les programmes, nous fassions une place non seulement, à ce qui nous a été donné et ce que nous en avons reçu en héritage, mais aussi à ce qui constitue des enjeux communs. Les solutions devront être arbitrées, et seront plus ou moins intéressantes pour les uns comme pour les autres. En tout cas il y a cette discussion, cette conversation que nous devons nourrir pour l'instaurer. C'est un travail extrêmement intéressant. Comme l'a dit Jean-Luc Benguigui, quand nous proposons aux gens quelque chose qui les concerne, ils sont complètement partants. Bordeaux est une ville magnifique avec des possibilités fantastiques, mais à nous de le démontrer, grâce à notre volonté et surtout à nos actes.

### **Rémi Cambau :**

Merci. Pierre, vous avez parlé de cette équité de l'accès à la culture et à l'éducation, mais c'est cela aussi cette ville d'un million d'habitants. Que pouvez-vous nous dire là-dessus ?

### **Pierre :**

Par l'éducation, nous sommes arrivés à une espèce de culture urbaine. Ce que nous disons depuis quelques instants, passe aussi par la création d'une nouvelle culture qui a du mal à émerger comme ailleurs. La question que vous posiez précédemment, c'est-à-dire comment fabriquons-nous cette co-construction de ville ? C'est aussi un problème rencontré par l'Europe. Quand vous organisez la concertation sur une ville comme Bordeaux, vous avez systématiquement les concertations institutionnelles qui sont toujours les mêmes. Cela va relever du conseil de quartier qui va vous parler pendant une demi-heure des crottes de chiens et des poubelles. Par conséquent, une fois la réunion terminée, vous n'aurez finalement pas beaucoup avancé sur cette thématique de la construction ou co-construction de la ville de demain. Comme le disait un certain nombre d'intervenants tantôt, il est nécessaire d'intéresser les gens à leur futur. Ce n'est pas seulement leur expliquer ce que la ville fait en ce moment, mais leur demander comment vous voyez votre ville demain ? Il s'agit de les obliger à se

projeter dans ce Bordeaux de 2046 dont nous parlons ici. Ceci passe évidemment par une culture commune mais qui suscite des efforts d'associations vis-à-vis de ces habitants. Ils ne doivent pas avoir l'impression que tout a été décidé avant eux et que nous les concertions que pour les problèmes de la rue. Quand vous dites que c'est difficile dans une ville d'un million d'habitants, je crois que c'est aussi difficile dans un village. Ce n'est pas parce qu'il y a du nombre que c'est compliqué. Le chiffre n'enlève et n'ajoute rien à l'affaire.

**Rémi Cambau :**

Nous ne parlons pas exclusivement de la concertation en réalité. Nous ne sommes pas seulement dans le milieu des élus et des conseils de quartiers qui sont une très petite partie du monde urbain. La légitimité vient d'en bas. Il serait intéressant de se tourner vers des parties de la ville qui ne sont pas structurées. C'est beaucoup plus complexe dans une situation métropolitaine de un, deux, voire trois millions d'habitants. Nous pouvons parler d'une échelle où les réseaux sont plus complexes et où la venue de personnes de l'extérieur fait que la ville est plus cosmopolite. Nous en avons parlé auparavant. A un moment donné, nous avons eu des questions spécifiques qui ne sont pas seulement celles d'élus, mais il faut accepter de voir ce qui échappe à leur contrôle. La vie de la ville se déroule quoiqu'il en soit. Nous avons commencé à en parler de façon très précise avec vous. Mais de quelle façon pouvons-nous prendre en compte des repères d'une culture à l'autre quand nous venons de racines différentes ? Les urbanistes ont besoin de vous entendre d'où l'importance de cette discussion. Nous avons commencé à évoquer la question des espaces dans la ville, pas seulement les espaces qui ont été évoquées hier, mais aussi des conversations qui impliquent des personnes qui se trouvent dans les espaces que nous devons écouter pour mieux décider. Nous parlerons de la façon de mieux vivre, de manière à mieux « dessiner » celle-ci. Or, nous avons la diversité qui implique la question de la cohabitation, à savoir la manière d'amortir les conflits liés à l'incompréhension, à des différences dans la ville. De ce point de vue, le fait d'aller vers une métropole beaucoup plus développée, beaucoup plus diverse peut-il faire craindre des incompréhensions ? Aujourd'hui, c'est un problème majeur. Votre action consiste à assouplir et à unifier. Comment voyez-vous cette question de la cohabitation au sens où nous avons des populations ayant des références culturelles différentes ?

**Claire Mestre :**

Je vais répondre toujours à l'échelle de ce que j'entends auprès des personnes. Au fond, cohabiter, c'est prendre le risque d'avoir des conflits et c'est justement ce qui s'expérimente dans les associations. Elles sont aussi créées pour cela. Nous avons des conflits dans lesquels nous essayons d'intervenir. Ce qui me semble important pour habiter avec quelque chose de différent, c'est faire le choix de ce qui est commun mais aussi trouver la possibilité de trouver des passerelles quand le différent crée du conflit. Je dirai que c'est toujours le pari de la communauté de faire entrer les personnes en contact avec leurs voisins jusqu'au moment où il apparaît un différent, ce qui va les éloigner. C'est ce qui se passe dans les quartiers et dans les groupes. Tout va bien quand nous parlons de communauté jusqu'à ce qu'elle se trouve confrontée à un problème. C'est la question des médiations, par les actions communes, les actions culturelles, mais aussi par les institutions. Le rôle de l'école est assez intéressant, car nous voyons que ce n'est pas un lieu clos pour les enfants, mais c'est un lieu où nous pouvons inviter les parents. Pour les personnes immigrantes, c'est un très grand point de difficultés. L'exemple le plus classique, ce sont les instituteurs qui appellent les parents mais ils ne viennent pas. Ils déduiraient alors que les parents se détournent de l'éducation de leurs enfants. Ce n'est pas du tout cela, mais c'est qu'ils n'ont pas les moyens linguistiques,

sociaux et économiques pour obtenir de leur interlocuteur la démarche légale. Les écoles peuvent aussi être des lieux de médiation entre des gens très différents. C'est pourquoi, nous devons décloisonner les espaces dans le but de créer de l'échange. La question de la traduction linguistique est très importante, d'autant plus que là où nous en trouvons, il existe différentes traditions sociales et culturelles. Ce sont des liens de fluidité qui permettent de négocier les conflits.

**Rémi Cambau :**

Jean-Luc Benguigui, voulez-vous réagir sur cette question à propos de la capacité des gens à cohabiter malgré les différences ?

**Jean-Luc Benguigui :**

Je crois que la question se figure sur les médiateurs, ce qui prend beaucoup de temps. En citant deux idées majeures, la première, s'agissant de l'ouverture vers l'autre, cela suppose que nous nous enrichissons par la culture de l'autre ; mais, dans la seconde phase, elle implique de mettre en avant des valeurs suffisamment solides. En ce qui nous concerne, nous affirmerons la laïcité, le respect, la tolérance etc. Mais en même temps, du fait que nous ayons toutes ces valeurs bien affirmées, il faut surtout ouvrir le débat et ne pas figer les choses. A partir de là, nous serons dans un état d'esprit de façon à faire évoluer et enrichir ces valeurs sans se remettre en question. Quand nous essayons de faire passer cette posture, nous employons très peu les mots comme « assimiler », « intégrer » car nous serions dans quelque chose de figé comme si nous cherchions à imposer un modèle préétabli. Je crois que la diversité et cette ouverture sont fondamentales. Cependant, j'insiste sur le fait que nous imposerons des valeurs qui ne sont pas discutables. C'est par cette posture que nous arriverons à faire comprendre que tout le monde peut venir enrichir un socle commun par son apport. Cependant, nous devons éviter le socle qui est partagé et désuni. Il ne s'agit pas de le contester, mais de l'affirmer sans mettre en exergue les différences. Elles vont nous enrichir, mais il faut essayer d'aller vers les ressemblances.

**Rémi Cambau :**

Les différences existent de fait. Vous avez une personnalité différente de vos voisins. De ce point de vue là, le conflit est inévitable, mais je ne pensais pas que les questions d'intégration poseraient problème sur les valeurs républicaines si c'est à cela que vous faites allusion. Nous sommes tous différents les uns des autres, pour accepter d'habiter avec son voisin devons-nous faire une opération sur nous ?

**Jean-Luc Benguigui :**

Nous apprendrons à le connaître, sa culture et nous favoriserons l'éducation de la différence. Tout cela va de pair.

**Anne Brézillon :**

Je vois Hélène en face de moi, j'aurai bien aimé qu'elle présente son témoignage sur les gens du voyage. Elle a fait un travail remarquable à ce propos. Comme nous parlons de dialogue et de respect, je voudrai saluer votre travail.

**Rémi Cambau :**

Présentez-vous.

**Hélène Beaupère :**

Je suis la directrice d'une association qui se nomme « Les amis des voyageurs de la Gironde » qui travaille avec les gens du voyage. En écoutant ce que chacun disait hier, il me semble que l'espace urbain grandit, nous devons nous interroger pour ceux qui n'ont pas de place, mais qui sont attirés par lui. Ce sont des gens à la rue, qui n'ont pas de maisons. Je pense à des gens qui sont différents et vivent différemment, qui voyagent. Je pense à des gens pour qui, les agglomérations occidentales sont attractives. Nous ne pouvons pas faire l'économie d'une réflexion à propos des espaces que nous laissons par rapport à ces publics qui y sont attirés de façon plus durable. C'est un espace qui se multiplie et qui est de l'ordre d'un million, c'est d'ailleurs le thème de ce colloque. Or, je crois que dans ce million, il existera des personnes qui n'auront pas cet espace. Nous devons voir comment cet espace urbain peut-être ouvert à ces publics ?

**Rémi Cambau :**

Il faut anticiper leur installation.

**Hélène Beaupère :**

Tout à fait, c'est une question « hyper-complexe ». Nous qui travaillons sur la question de l'accueil des gens du voyage, nous voyons comment la ville leur donne un espace, à l'instar de la communauté urbaine de Bordeaux ou de l'agglomération urbaine qui organisent des terrains d'accueil pour des gens du voyage. Cette seule question est une question compliquée car il se figure la question foncière, celle de la proximité. Elle est certes très complexe, mais il est souhaitable de se la poser. Nous sommes face à des gens attirés par l'espace occidental et qui sont là de façon plus ou moins durable, des gens qui sont dans la rue, qui n'ont pas de maisons et vivent différemment, dans une caravane.

**Boubacar Seck:**

Je voudrai revenir sur la question du conflit. Pour moi, le conflit est le bienvenu, car s'il se crée un conflit, c'est parce que nous échangeons et que nous nous parlons. Si nous voulons construire une métropole d'avenir, il ne faut pas avoir peur du « millionnaire », car c'est la marche du temps qui le veut. Il est nécessaire de gérer, d'organiser ce conflit, c'est pourquoi j'ai insisté sur le mot « participation ». Avec Hélène qui vient de parler, nous avons travaillé ensemble et élaboré « une charte de participation » pour l'ensemble de la communauté urbaine. Cette charte signifie que c'est difficile de se parler, de mettre des projets d'agglomération sur la table. Mais si nous ne prenons pas le temps de les évoquer, pour les expliquer ou pour les partager, il y aura un cloisonnement. Il vaut mieux dire une « participation », qu'une « consultation » ou « concertation ». Pour moi, c'est une sémantique importante. Quand nous parlons de « concertation », nous pouvons faire deux à trois amendements ou abrogations d'articles mais l'essentiel est préservé. Je suis plutôt du côté de ces gens qui travaillent sur la question urbaine de façon générale, mais il me paraît important d'avoir ce temps pour légitimer et partager le projet. Mme Civilise a parlé de l'éducation et je ne suis pas tout à fait d'accord avec elle sur cette question. Je préfère le mot « partage » car la

ville se partage. Et d'ailleurs d'où vient cette problématique de l'éducation ? Comme vous l'avez dit, qui contrôle les valeurs ? Effectivement, il y a la République avec ses trois piliers « Liberté, Egalité, Fraternité », mais je pense que l'agglomération devrait ouvrir ses portes et accueillir. Qu'elle ouvre ses portes et qu'elle intègre et accueille, mais pas dans le sens où elle dénature, et qu'elle élabore quelque chose qui se construit.

**Laurent Lataste :**

Vous avez parlé de la problématique des conflits, mais peuvent-ils être régulés par la réglementation ? C'est le thème que nous aborderons, en particulier avec vous Stéphane. La réglementation que vous connaissez pour avoir imposé la fermeture des boîtes de nuit à 4 h et la facilitation du passage des voitures. Devons-nous tout réglementer aujourd'hui, afin que nous vivions ensemble, si nous prenons cette métropole d'un million d'habitants en 2046?

**Stéphane Pusateri :**

A vrai dire, je suis un peu embêté par tout ce que nous venons d'entendre. Nous avons parlé d'un quartier qui s'appelle « Bordeaux », des associations qui sont pour cette ville, tout le monde n'abordait que ses quartiers. En réalité, le million, deux millions ou trois millions servent une zone plus large qui sera polluée davantage. Il ne faut pas raisonner en tant que « quartiers de Bordeaux » mais en tant que métropole de million d'habitants et d'anticiper les choses. La structure doit s'adapter à cette population. En effet, elle est complètement dépassée. La structure administrative de Bordeaux de demain, la municipalité qui a déjà perdu une partie de ses prérogatives au fil des années, comme d'autres villes de France, dans des structures intercommunales et des communautés urbaines. Demain, elles perdront encore davantage. La réforme Balladur donnera davantage de pouvoirs aux collectivités locales, à une structure qui gèrera. Nous ne devons plus raisonner de la même manière.

**Rémi Cambau :**

Sur les limites, nous n'évacuerons pas le débat car nous avons parlé de ces limites avec Vincent Feltesse et Alain Juppé. La question de la gouvernance est une véritable question qui se pose. Nous voulions vous faire réagir sur ce qui a été soulevé par les différents intervenants au niveau des quartiers. Que nous soyons à Bordeaux, Pessac, Cenon ou Lormont, la question qui se pose est la cohabitation à l'échelle d'un quartier. A ce moment-là, nous avons des quartiers de Bordeaux au sens large qui posent problème car ils ont des usages multiples. Nous parlons de cohabitation et des conflits entre les usages, les cultures et les habitudes. Comment allons-nous les régler ? Madame nous parle de la discussion et de la négociation ; Monsieur, de l'éducation et de l'explication de certaines valeurs. A votre sens, l'appel à la réglementation est-elle importante ? Où doit-il s'arrêter ?

**Stéphane Pusatéri:**

Quand nous parlons de milliers de logements que nous créerons, comme nous avons commencé à développer au quartier de la Bastide, 10 000 à 15 000 logements seront construits dans le futur. Cependant, que faisons-nous de ces quartiers ? Ils sont aussi des lieux de vie. Quand je vois le quartier de la Bastide, il est, pour ma part, un quartier résidentiel, comme celui de Caudéran. A terme, ce qui pose problème, comme nous le voyons aujourd'hui avec le développement du tramway qui est une bonne chose, tous les gens qui sont dans cette commune, se précipitent dans le cœur de Bordeaux. Il y existe un certain nombre de

restaurants, de bars, de magasins, une zone de marchandises très importante car c'est la « seule » zone intéressante. Les autres zones commerciales sont malheureusement à l'extérieur des villes, ce qui est une tendance générale dans le monde. Le lieu de vie intéressant de commerce, de boutiques de mode, des bars et restaurants, est dans un cœur. Or, avec l'augmentation de la population, au fil des années, les gens vont de plus en plus dans ce centre de Bordeaux, ce qui pose de plus en plus de problèmes. Heureusement, depuis quelques années, j'ai mené des combats qui ont été accompagnés par la mairie de Bordeaux, avec des personnes comme Michel Duchêne, à l'époque, adjoint du quartier, et Alain Juppé. Depuis trois ans, c'était une question prioritaire qui a été fortement contestée par une partie de la population, en l'occurrence des commerçants. Aujourd'hui, nous avons réussi à apaiser la circulation automobile, depuis que nous avons réglementé jusqu'à Peyberlan, mais peut-être faudra-t-il aller plus loin avec un péage urbain ? Quand nous disons un million d'habitants, nous n'allons pas pouvoir continuer à faire affluer davantage de véhicules dans le centre-ville, au-delà de Saint-Pierre et de Saint Michel, car cela va poser un gros problème.

**Rémi Cambau :**

Mais si nous parlons de la situation des gens.

**Stéphane Pusateri:**

Mais de quoi souffrent les gens ? Par exemple, des nuisances sonores, de l'automobile car nous ne pouvons pas nous garer. Nous avons un problème d'espace.

**Rémi Cambau :**

Pensez-vous qu'il ne se figure pas des conflits d'usages ?

**Stéphane Pusateri :**

Bien sûr. Nous ne créons pas des lieux de vie ailleurs. Nous n'imaginons pas faire tout un cœur avec des restaurants et des boutiques. Que va-t-il se passer ? Nous aurons encore davantage de problèmes dans le centre de Bordeaux et qui accroîtront ceux que nous connaissons actuellement. C'est indéniable. La question de l'alcool est à prendre sérieusement en considération. A Bordeaux, il existe déjà une réglementation. Le problème spécifique à cette ville, est que nous ne appliquons quasiment pas la réglementation. Les élus et les politiques ne veulent pas appliquer ou ont mis beaucoup de temps à le faire. C'est très difficile de faire respecter la réglementation. Par conséquent, nous nous retrouvons avec une nuisance croissante. Si nous sommes arrivés à mettre en place, dans le secteur, un accès réglementé et limiter la création de licences 2, 3, 4 à moins de cent mètres de distance d'une résidence, cela a participé à l'amélioration des choses. Or, le problème est que nous ne pouvons pas revenir en arrière.

**Rémi Cambau :**

Pierre, vous qui êtes un homme de loi, donc avocat. Cette ville d'un million d'habitants, la voyez-vous également comme Stéphane, avec l'obligation d'appliquer des règles précises et au contraire d'aujourd'hui, selon Stéphane, les élus devront-ils pratiquer ?

**Pierre :**

Je suis quelque peu en dissidence sur ce point de vue. Je crois que la surabondance de la loi, tue la loi. Ce qui me frappe dans le secteur, notamment abordé par Stéphane, ce n'est pas seulement sur la réglementation, mais c'est la multiplicité d'une application des réglementations. Les vertus d'une loi, selon les rédacteurs du code civil comme Portalis qui a largement prouvé sa connaissance des lois, c'est que celles-ci soient simples, utiles, pérennes et applicables c'est-à-dire appliquées. Or, dans le secteur cité par Stéphane, elles sont souvent inutiles, compliquées, inappliquées et très fréquemment, elles n'ont aucune pérennité. Pour prendre un exemple cher à mon voisin, j'ai l'impression que tous les six mois nous changeons la règle à propos de la fermeture des bistrotts et des boîtes de nuit. Par conséquent, vous dévalorisez totalement la règle. Je pense qu'il existe, en ce moment, un arsenal entre les mains de la préfecture et du maire afin d'organiser le vivre ensemble, sur par exemple, le tapage nocturne qui est un véritable fléau. Quand vous interrogez les gens pour savoir quelle est la principale pollution urbaine, c'est effectivement le tapage nocturne. Vous n'avez pas besoin de prendre une nouvelle loi pour chaque circonstance d'émotions. Vous pouvez simplement appliquer des lois existantes. Pour moi, l'abondance de réglementation est mauvaise, comme le disait tantôt Anne Marie Civilise, le vivre ensemble passe par l'éducation, c'est-à-dire la civilité et la culture urbaine. A mon sens, la réglementation et la répression sont la dernière roue de la charrette. Vous le faites quand tout le reste a été considéré. Il faut organiser un contrôle de citoyens. Je pense que nous avons besoin de boîtes de nuit et de bistrotts, c'est cela l'harmonie d'une ville compacte, désirable et franchisée etc. Nous ne parlons pas de ville harmonieuse. Qu'est-ce que l'harmonie ? C'est conjuguer des différences. Dans une ville, nous ne devons pas seulement trouver des gens « bon chic, bon genre » où nous circulerions qu'à bicyclette. Nous devons organiser une ville harmonieuse ce qui passe par la concertation, la rencontre entre les différents acteurs. A mon sens, la répression est le dernier outil à n'utiliser qu'une fois nous que nous aurions usé des autres et qui n'auraient pas marché.

**Stéphane Pusateri :**

Le problème, c'est que quand nous allons dans une ville, tout le monde fait n'importe quoi et nous laissons faire. Effectivement, je rejoins tout à fait ce que dit Pierre. Je ne suis pas pour augmenter les règles. La réglementation existe et il suffit de la faire appliquer. Or, comme nous ne l'appliquons pas au premier incident, nous nous retrouvons avec des situations très conflictuelles. Si nous traitons le problème à la base de façon immédiate, nous le résoudrons. Puis, il est nécessaire d'équilibrer la ville car pour qu'elle soit harmonieuse, il faut éviter une concentration d'établissements qui pose problème. Avec 10 000 à 15 000 logements, il ne faudrait pas croire que leur création permettrait à cinquante-cinq discothèques de subsister. Il faut des discothèques, des restaurants, et des bars et nous devons trouver le moyen de les intégrer dans des espaces urbains afin d'éviter les problèmes.

**Olivier Demangeat :**

Je crois que le temps est très important. Je reviens sur le sujet de la croissance : comment « dessinons-nous » la ville grandissante ? Dessiner des espaces collectifs et publics qui vont créer des nouveaux centres. Il ne faut pas capitaliser à fond sur un seul centre. Nous savons qu'un centre contient environ 200 000 à 300 000 habitants. En revanche quand nous grandissons de cette manière, il est nécessaire de construire des nouveaux pôles d'attractivité et de mixité. C'est, comme je le disais tantôt, de « designer » l'espace public. Je crois que c'est la clé de la croissance en matière urbaine à l'heure actuelle. Il s'agit de se donner les

moyens, comme pour le plan de Ginko. Où est l'espace collectif et de rencontre ? Il faudrait donc utiliser des places et voir ensuite ce qui se passe autour de ces pôles d'urbanité.

**Fabien :**

Dans le cas particulier des berges du lac, elles ont été décidées avant le bâti. Mis à part cela, je ne suis pas du tout d'accord avec vous. La ville, c'est avant tout de la concentration et des échanges. S'il ne s'y trouve pas plusieurs bars et restaurants, les gens ne se rencontreront plus. En ce qui concerne le dessin de l'espace public, nous ne devons pas mélanger les choses. C'est très beau d'avoir de jolis trottoirs, mais ce n'est pas la qualité du granite mis au sol qui fait tout. Il n'y a pas d'intérêt s'il ne se passe absolument rien. Ce sont les usages qui priment. Les associations sont très importantes car elles sont les organes permettant de discuter et de caler les choses entre les usages. Elles sont des interlocuteurs crédibles.

**Olivier Demangeat :**

Pardon, mais quand je parle d'espaces public, ce n'est pas de la couleur du carrelage ou du design. C'est effectivement l'espace public au sens du dessin mais aussi tout ce que nous avons autour et qui fait la vie de ce lieu. C'est sûr que si nous faisons un joli espace et que nous mettons rien autour, il ne va rien se passer, et nous sommes, ici, tout à fait d'accord.

**Stéphane Pusateri :**

Mais, je ne rêve pas d'un quartier Haussmann ou celui de La Bastide, tel qu'il est aujourd'hui. Je veux que ces endroits soient des lieux de la vie dans lesquels les gens peuvent se rencontrer dans les restaurants, les bars, etc. Comme l'a dit un des intervenants, c'est une question de seuil. La concentration est évidemment importante car elle permet aux gens de venir. Si nous passons un certain seuil, cela devient problématique. Cinquante-cinq discothèques pour 15 000 clients, ce sont des lieux qui poseront des problèmes de sécurité et de cohabitation. Ne me dites pas que vous pouvez les faire cohabiter sous peine de faire fuir les acheteurs. Nous aurons une telle pression du pouvoir politique qui voudra les faire disparaître. C'est donc une question d'équilibre et ainsi sur cinquante-cinq discothèques, nous n'en avons besoin que de quinze.

**Rémi Cambau :**

Nous avons une réaction dans la salle.

**Françoise Dufort :**

Je crois que vous avez très bien parlé de la problématique du « seuil » qui se pose aussi à la campagne. Par exemple, la tondeuse ou le chien qui aboie peut déranger le voisin. Ce n'est donc pas qu'une politique de centre-ville. Choisir d'habiter en ville implique d'habiter dans un endroit dense et très animé, qui pose la question de la différence et du conflit. C'est important lorsque nous parlons de diversité, car c'est aussi cela la diversité du territoire.

**Rémi Cambau :**

Boubacar Seckvoudrait réagir. Sur les questions que Stéphane et Pierre ont posées, nous allons faire venir Patrice Meyer-Bisch et Jean-Michel Lucas sur le plateau.

**Boubacar Seck:**

J'aurai deux réactions. D'abord, l'intervention de Françoise Dufort est assez pertinente. Or, pour aller plus loin, je dirai que la question du seuil est un faux problème. Pour Lyon comme pour Bordeaux, je crois que c'est à peu près le même territoire, mais la première est trois fois plus peuplée. Donc, je crois que ce n'est pas une question de territoire.

**Françoise Dufort :**

Je parle du seuil de tolérance et c'est une autre réalité.

**Boubacar Seck:**

Oui, mais j'irai plus loin. Il ne faut pas que la cité devienne la ville des interdits où nous ne pourrions plus rien faire. Après, je suis pour la réglementation car nous ne pouvons pas construire une société sans avoir préfixé des règles. Cependant, on nous propose la ville des interdits.

**Rémi Cambau :**

Nous allons continuer le débat sur ces questions-là. Nous allons seulement apporter des éléments nouveaux avec Jean-Michel Lucas que certains connaissent parce qu'il a travaillé avec les associations, dont certaines sont ici présentes, notamment quand il était le directeur régional des Affaires culturelles d'Aquitaine (DRAC). Il a une conception de la culture plus large que l'acception fermée que nous en avons souvent. Puis, je voudrais remercier le directeur de l'Observatoire de la Diversité et des Droits culturels, Patrice Meyer-Bisch, d'être venu, et avec qui il convient d'évoquer ces questions – interdits, diversité et droits culturels –, comme nous l'avons fait avec les associations. Vous êtes également le coordonnateur de la chaire UNESCO en charge des Droits de l'Homme et de la démocratie. Vous nous parlerez des diversités multiculturelles qui se constituent dans les grandes villes. Car, ces dernières doivent gérer la cohabitation de groupes extrêmement différents. Comment vous posez-vous la question ?

**Patrice Meyer-Bisch :**

Merci et bonsoir à tous les courageux et les courageuses qui sont encore là. Je ne représente pas l'UNESCO mais, je suis philosophe à l'Université. Je travaille effectivement sur l'approche des Droits de l'Homme et toutes ces questions.

La « lisibilité » de la ville va se faire, comme cela a été dit, par la géographie du droit à la santé et du droit au logement. Nous avons notamment travaillé avec la mairie de Barcelone sur la question de l'Homme à la ville. La ville est un lieu de proximité dont la majeure partie des Droits de l'Homme troublent la réalisation. Dans chaque droit, nous retrouvons un lien, une relation. Est-ce qu'un homme ou une femme a accès à l'hôpital, à un médecin, à un logement, à la place du marché, à son travail, et dispose de suffisamment de temps pour sa famille ? A chaque fois, vous avez un droit qui représente un lien et tous ces liens forment une connectivité qui devient une capitale, où figure une concentration de rencontres, de connexions.

Parmi l'ensemble de ces Droits de l'Homme, nous en oublions souvent un. Nous avons les droits civils et politiques, économiques et sociaux... et, enfin, culturels comme s'ils étaient le dernier wagon du train. Or, le culturel est ce qui donne du sens. Ce sont les façons de manger, de circuler, d'aller à son travail ; cela concerne aussi les métiers, leur visibilité, etc. Tout ceci donne du sens et crée le tissu social. Ce qui fait que nous allons quitter la contradiction existant entre l'individu et la collectivité. L'individu étant à l'origine d'un « nœud » de relations dans le tissu social, il est aussi un « tisserand » du tissu social. Et l'équité territoriale signifie précisément l'effectivité concrète de chaque droit dans le tissu relationnel. L'architecte va tracer et écrire le territoire dans ces grandes lignes. Mais, ce sont les hommes et les femmes qui vont faire les petites ruelles, les chemins de traverse et qui vont s'appropriier ou non et utiliser les espaces construits. En 2001, lors de la Déclaration de l'Unesco sur la diversité culturelle, nous n'avons pas assez marqué cette différence de paradigmes. Il y a un avant et un après 2001. Avant 2001, la diversité renvoyait aux notions de « pluriel » et de « cultures ». En Suisse, parler « des gens issus de la diversité » n'a pas d'autre sens que dire : « nous tous ». Aujourd'hui, la diversité signifie la richesse et le patrimoine. Elle est à l'intérieur de la science, de la démocratie, comme elle l'a toujours été dans la vie. Tout est toutefois elliptique, car si vous avez « diversité », vous devez aussi avoir « richesse » et « unité ». Or, qu'est-ce qu'une capitale ? C'est une juste proportion, constamment négociée, renégociée et inscrite dans le territoire et réinscrite dans les habitudes, entre « diversité » et « unité ». C'est cette proportion qui fait la richesse.

**Rémi Cambau :**

Mais n'avez-vous pas le sentiment que nous nous heurtons, notamment, dans les grandes villes et les grandes métropoles, des problèmes de la répartition de la richesse et de la pauvreté culturelle ?

**Patrice Meyer-Bisch :**

Bien entendu. Je vais prendre la notion de capital(e) culturel(le).

**Rémi Cambau :**

Cette notion est-elle au masculin ou féminin ?

**Patrice Meyer-Bisch :**

Au masculin, d'abord, et au féminin ensuite. Si nous voulons une vraie capitale, une vraie métropole, il faut bien trouver sa légitimité et éviter une disharmonie complète entre les gens qui ont une chance de vivre là où il y a la richesse et ceux qui sont à la campagne ou dans des quartiers trop pauvres.

Nous parlons de « capital » lorsque deux zones se valorisent mutuellement et qu'il existe suffisamment de connexions entre les deux sources, c'est-à-dire entre les valeurs qui sont des ressources humaines, non-humaines, monétaires, territoriales et relatives aux infrastructures. Que ces valeurs soient connectées et soient valorisées. Dans le cas où les valeurs ne sont pas connectées, vous avez un gaspillage énorme. Ce sont des gens de métiers vivant dans la ville mais qui ne sont pas assimilés, comme les artistes par exemple, ou les artisans, les ingénieurs, etc. Nous parlons de pauvreté culturelle lorsque l'accès, non pas aux moyens de communication, mais plutôt à une discipline culturelle ou à des savoirs spécifiques, se perd.

Nous parlons de « capitale » lorsque nous avons une équité territoriale au service d'une économie commune, de biens communs, où chacun va être considéré comme digne de mettre les mains à la patte. Il n'y a plus un « haut » ou un « bas », mais une « Agora », une dialectique où les idées s'entrechoquent. Et une bonne idée trace des chemins vers sa réalisation.

**Rémi Cambau :**

Jean-Michel Lucas, que pensez-vous des problèmes auxquels nous nous heurtons dans la croissance urbaine ?

**Jean-Michel Lucas :**

Ce qui me frappe : tout a été dit depuis hier jusqu'à cet après-midi. Aujourd'hui, nous avons abordé la question de l'humain, des relations entre les personnes et des difficultés d'échanges entre elles, de diversité et du projet urbain. Nous avons à peu près balayé tout de la pauvreté à la richesse, des rapports à l'autre, de la rencontre. Nous avons utilisé plusieurs fois des mots tels que « sociabilité ». Mais, je ne pourrai les reprendre tous. Or, ce qui m'a vraiment marqué, c'est le constat que tout cet ensemble est séparé en deux dans le projet urbain. Il est complexe, mais ce qui est sûr, c'est qu'il situe les problèmes et trouve des solutions à des fonctions. Il se situe dans le « concret » et dans « l'enjeu ». Que se passe-t-il alors ? Nous avons les solutions et nous avons l'impression d'être heureux que le projet urbain va se réaliser, même si les urbanistes sont très prudents. Ils rejoignent alors la discussion. Nous parlons de ville « sympathique », « désirable », « enviable », « en harmonie », de « tempérance », etc. Ce qui m'a marqué : tous ces éléments font aboutir une réflexion sur le projet urbain. Nous avons l'impression de ne plus être dans le débat politique. Nous voulons arriver à une ville « douce » et « enviable » mais à partir de quand y trouverons-nous du bonheur ou du bien-être ? Et tout à coup, nous nous arrêtons. J'ai entendu le terme « d'alchimie » lorsque les gens se rencontrent. Or, il n'est pas certain que toutes les rencontres soient positives. Quand ferons-nous un projet urbain qui permettra une « vie bonne » ? Cette question n'est pas une solution, mais un nouveau problème. Le politique s'empare-t-elle de cet enjeu ? Ou laisse-t-elle le choix à la société ? Ma conviction, et je crois la partager avec Patrice Meyer-Bisch, c'est que la question de la « vie bonne » ou du « vivre ensemble » est un enjeu politique. Pas enjeu pratique, mais un enjeu d'éthique, sur le choix des valeurs. Quelles sont-elles ? Ce n'est pas une affaire simple, qui implique une délibération éthique plus que des concertations ou des discussions. Or, depuis deux jours, nous ne parlons pas d'éthique. Pourquoi est-ce important ? Car tous les élus de la ville de Bordeaux nous ont dit que ces problèmes de rapports aux autres dans l'esprit bordelais sont résolus. Si ces problèmes sont absents ou minimisés et que nous constatons que nous vivons bien à Bordeaux pourquoi ne pas en faire un projet politique exemplaire et éthique ? De cette façon, nous aurons les différents systèmes de valeurs, et notre regard sur le monde ne s'arrêterait pas à une espèce « d'alchimie ». Il faut aller plus loin dans cette notion de diversité, pas seulement sur le fait que nous venons d'ailleurs, mais que chacun d'entre nous est porteur d'un droit culturel pour la diversité.

Si j'insiste sur cette histoire, c'est par rapport à la théorie universaliste. Elus comme citoyens, nous sommes tous d'accords sur l'article 1 des Droits de l'Homme : tous les êtres humains sont égaux en droits et en dignité. Pourquoi n'en faisons-nous pas un enjeu politique ? Comment construisons-nous des rapports d'équité ? Nous ne le faisons pas du côté du pouvoir

municipal, mais dans les rapports entre les personnes. Nous avons un chantier éthique sur le projet urbain, qui n'est pas dirigiste (« faisons ceci ou cela »), mais pose la question de « ce que nous pouvons faire ». Je vais vous donner un exemple concret : quinze musées réalisent une activité extraordinaire et 1,5 millions de personnes les fréquentent. Combien y a-t-il d'habitants à Newcastle ? Environ un million. Quelle est la définition du musée ? La définition donnée par le politique au musée est « une collection montrée au public afin de s'en délecter ». La définition politique du musée est de permettre aux personnes de mieux se situer dans le monde, d'avoir plus de respect pour les autres. Si vous vous placez dans une démarche éthique, vous ne faites pas l'équation de la même façon, car votre rapport au monde et aux autres, est un rapport de respect mutuel. Si toutes les institutions avaient cette mission, nous ne serons plus dans la logique de l'urbanité mais dans celle d'un projet urbain attractif : la recherche de la « vie bonne » et non l'exclusion. Le prochain chantier urbain, qui n'est pas facile, est celui de l'éthique. Nous venons de le faire à Quimper : il ne s'agit pas d'une Charte du citoyen, mais de la négociation d'un protocole des accords éthiques entre des acteurs du projet urbain et la mairie. Tous ceux qui sont associés à ce pôle urbain doivent le respecter. « Favoriser la liberté des choix culturels des personnes et manifester le plus grand soin au respect de leur dignité » est l'enjeu du protocole. La question n'est pas d'organiser des concerts, des pièces de théâtre, des repas, etc. La vraie question est de savoir si nous avons bien avancé dans le rapport à la dignité, c'est-à-dire à la construction des êtres-humains. C'est du politique dont nous ne pouvons pas nous passer.

**Rémi Cambau :**

Vous posez des questions importantes. Claire Mestre voudrait réagir.

**Claire Mestre :**

Pour reparler de l'échelle individuelle, associative, éthique et politique, j'évoquerai l'idée d'un livre intitulé : « Composition Française » de Mona Ozouf qui définit la culture par rapprochement à notre Histoire de France, en considérant trois éléments : la langue, la mémoire et la religion. Je ne parlerai pas de la langue car elle se joue moins en termes d'espaces mais en termes de médiations linguistique et social. La question religieuse implique celle de la personnalité et du culte. La mémoire est également un véritable enjeu, et nous sommes également concernés à Bordeaux, comme ailleurs, par les lieux mémoriels. C'est aussi reconnaître à l'autre son histoire migratoire, qui m'intéresse particulièrement, en rapport avec l'Histoire de France. Il s'agit d'un enjeu du « vivre ensemble ».

**Rémi Cambau :**

Patrice Meyer-Bisch, quelle est votre réaction ?

**Patrice Meyer-Bisch :**

Quand Jean-Michel parle de « dignité », ce discours peut paraître très moral, voire moraliste. Quand nous faisons un projet politique, nous annonçons de grandes valeurs, etc. Or, une liberté se construit, se cultive. Quand nous avons posé toutes ces questions sur la croissance de la ville, je crois qu'il s'agit toujours d'équilibrer un système. Il s'équilibre avec des valeurs parfois opposées, et pour cela, il est nécessaire d'avoir de la culture, du savoir. Je prends un exemple avec la question universelle : quelle est la singularité de la ville de Bordeaux ? Quel est le bâti naturel entre le « meuble » et « l'immeuble », entre l'interpénétration des

espaces internes et externes ? Ce sont des questions universelles qui donneront des réponses singulières. Autre question urbaine du « simple » et du « multiple » dont nous parlions tantôt : il faut une diversité mais aussi une certaine visibilité des symboles. Il est important de trouver une juste proportion entre la densité et la diversification. Pour cela, tout le monde doit participer à une négociation. Je veux dire que la démocratie ne passe pas seulement dans une logique de concertations et de participations, mais elle se base sur une position dialectique. Les décisions ne sont pas faites pour aller dans un sens ou dans un autre, mais toujours pour trouver un juste équilibre et une juste proportion entre des valeurs qui doivent être justes. Si je prends le rapport « personne/communauté », toutes les dialectiques qui en découlent font l'identité. Je me situe par rapport à un autre. Cependant, dans la ville, nous allons maintenir une habitation qui montrera qui je suis par rapport aux autres, je vais trouver donc les territoires appropriés pour en faire des lieux de rencontres. Si je prends la dialectique « passé/futur », le « présent » est du « passé » déjà-là, et du « futur » également à ma portée. Cela va se décliner avec une mobilité et une stabilité dans une logique durable. Au cœur de toutes ces dialectiques, se trouvent nos enfants, grands et petits. Il faut arriver à négocier ensemble une façon d'équilibrer les systèmes, ces différents rapports.

**Rémi Cambau :**

Si nous posons la question de la gestion des conflits, des choix négociés sont nécessaires plutôt que des choix imposés par la réglementation. Ce n'est pas la même lecture. Jean-Michel va préciser.

**Jean-Michel Lucas :**

Il y a une chose que je retiens, sur ce qu'a dit Patrice. Il dit « la liberté », or, nous trouvons des expressions de liberté qui peuvent créer des victimes. Il est souhaitable d'éviter de « paternaliser » car il se trouve des formes d'oppression qui se traduisent dans des figures de libertés. Derrière elles, nous sentons bien que figure une forme d'oppression. Comment se sortir de là ? Nous ne pouvons pas renier le principe de liberté. L'idée qui me plaît, est qu'au fond, cette expression de liberté très individuelle se fait dans le sensible, dans la vie intime des gens, dans leurs rêves, leurs cauchemars, leur imaginaire. Là où le politique ne peut aller. La seule façon de s'en sortir, c'est faire des débats qui transforment cette dimension sensible, en dimension de raison. Il s'agit d'entendre une personne qui ne mangeait pas comme cela ou n'allait pas à tel endroit, ou n'avait pas le droit à l'éducation. Il faut un certain nombre de raisons qui permette de dépasser le sensible dans l'espace public. En faisant ces débats de raison, les expressions de liberté vont se modifier. C'est ce que nous appelons « la liberté des capacités ». Une ville millionnaire, n'est pas une ville où nous avons le droit de faire ceci ou cela, mais c'est le lieu où nous pourrions faire autre chose, avoir la liberté de faire. C'est parce que nous avons cette liberté de faire, qu'il y a des choses que nous ne faisons pas. C'est tout à fait exceptionnel. Je pense que se figurent des discussions où nous nous contentons de gérer les sensibilités, les tensions. Cependant, nous n'arrivons pas à régir la mise en raison. C'est un enjeu politique et non pas alchimiste.

**Rémi Cambau :**

Boubacar Seckvoudrait réagir.

### **Boubacar Seck:**

Je suis aussi dans cette question de l'imaginaire sur l'espace public, voire même de la symbolique. Quand je parle de Bordeaux, j'évoque Bordeaux-métropole. Nous avons évoqué, comme vous M. Lucas, une ville douce et vivable. Je crois que vouloir améliorer la ville est une envie des architectes, des urbanistes ou des habitants. Ce sont des projets, mais je pense que c'est aussi une réalité pour des questions sociologiques, économiques et plutôt historiques. Je crois que c'est Vincent Feltesse qui disait, qu'à part le fait que Bordeaux ait, durant la seconde Guerre Mondiale ou en 1870, accueilli le gouvernement, nous n'avons pas eu de choc historique en terme de catastrophe comme d'autres villes l'ont vécu. Ceci est une chose. Or, nous parlons pratiquement d'une ville américaine au Sud de la France, c'est-à-dire de Bordeaux qui est l'hyper centre à la fois pour les gens aisés mais aussi les classes populaires. A la périphérie, nous voyons des résidences avec deux voitures, trois enfants. Les gens qui y vivent, n'entrent pas dans la ville et construisent leur vie autour. Par exemple, ils vont dans la piscine d'une commune, au théâtre dans une autre, et font du sport dans une troisième. Cette image de Bordeaux, ville douce, est vraie mais il ne faut pas s'arrêter là. Le sentiment que j'ai d'avoir vécu une vingtaine d'années dans cette ville, c'est que ce constat est vrai mais c'est aussi une ville cloisonnée. C'est une ville de cohabitation plutôt que d'échanges. Les uns sont à côté des autres mais l'activité sociale n'est pas si évidente que cela. Le fait est de vouloir travailler sur l'imaginaire et sur la sémantique d'une ville comme l'identité. Cette dimension est à retravailler, à re-questionner, voire à aborder autrement.

### **Jean-Michel Lucas :**

Sur ce qui s'impose aux uns et aux autres, c'est l'enjeu de politique éthique. Nous nous retrouverons sur la question de la « vie bonne » et ensuite celle de la reconnaissance. Comment les personnes sont reconnues dans la ville face à l'estime de soi, du respect de soi, de la confiance en soi ? Toute cette affaire reste très secrète car ce sont des choses que les sociologues ne vont pas forcément voir, car elles relèvent de la capacité des personnes à dire qui elles sont, comment elles vont etc. Ceci n'est pas du tout une question d'organisation. Nous ne profitons même pas de cette dynamique associative pour en faire un enjeu politique. J'aspire à dire que s'établit un chantier urbain qui commence à résoudre les problèmes de logements, de commerces et d'emplois, mais nous devons nous réinterroger en tenant compte des points de vues de la « vie bonne ». L'idée de la méconnaissance, de l'invisibilité, de l'humiliation est assez récurrente dans une ville. Les personnes qui seront au milieu sont bien celles qui ne vont pas venir aux débats et à la délibération publique. Nous réfléchissons à l'émergence d'une reconnaissance et nous n'abandonnons pas les « invisibles ». Si nous le faisons, la ville sera toujours « bonne » évidemment, mais dans leur silence. C'est l'enjeu politique pour moi.

### **Rémi Cambau :**

Patrice Meyer-Bisch, la reconnaissance est le débat de la déclaration des droits culturels de Fribourg.

Oui, vous pouvez regarder sur le site de *droitsculturels.org*, il est avéré que la déclaration vise surtout à participer aux observations. Pour faire le lien, je vais prendre un exemple personnel. Qu'est-ce qu'un droit culturel ? C'est un droit d'accès aux ressources culturelles qui sont nécessaires pour vivre son processus d'identification. L'identité n'est pas donnée mais elle se fait. Si vous prenez la culture au sens large, c'est un peu comme un entrepôt, c'est-à-dire un

endroit superficiel et intime. Si quelqu'un vous caresse ou vous frappe, c'est en surface et en même temps, ça va au cœur. Le culturel nous permet cette interpénétration entre le for interne et l'extérieur. Agora, for externe, touche à l'intérieur car c'est là où nous partageons des idées. Parler de la culture de la ville, c'est dire quelle est la peau du système ? Quelles sont ses frontières ? Tout à l'heure, nous avons dit que c'est à géométrie variable. Qu'y a-t-il dedans ? Dehors ? Faisons-nous une ville au détriment des campagnes ou, au contraire, va-t-elle l'enrichir avec ces différents éléments ? Les personnes et les villes sont-elles mises en concurrence ? Dans une bonne économie, c'est la concurrence qui fait toute la loi. Vous avez ici encore toute une dialectique, la « concurrence » mais aussi la « coopération ». Nous avons un peu oublié l'économie de marché qui n'est pas la loi de la jungle sinon tout le monde serait détruit. Je me rappelle ce texte de Michel Serres dans *Le Mal Propre*, où il parle de la ville, du passage de la campagne à la ville. Il se crée de plus en plus d'habitations et nous entrons dans la ville. Tout se joue aux frontières. Vous n'avez que alors des hangars de grande distribution, et vous avez quelque chose de complètement cassée. Pour Bordeaux, tout se joue à « la peau ». La question n'est pas de se dire que la vie est paisible, il s'agit plutôt de ce grand milieu hétéroclite avec des diversités de populations où nous pouvons penser qu'elle est riche si une bonne partie des gens le sont. Mais il faut voir concrètement toutes les frontières qui dessinent véritablement un territoire. Ces frontières sont-elles négatives en tant que ghettos ? Ou sont-elles positives en tant que tissus d'actions qui font la valorisation des différentes ressources ? Le travail sur l'effort culturel est un effort concret et de terrain qui montre à quel point une liberté ne se résume pas à celle du supermarché. C'est une liberté d'avoir les capacités culturelles pour savoir choisir ce qui est le mieux, et organiser ces lieux d'actions communes, de communication où nous pouvons avoir des langues riches, du théâtre riche, des métiers riches, des habitats riches, des rues vivantes. La stimulation, c'est bien lorsque ces ressources se rencontrent. Une ville stimulée est une ville où les rues sont actives ainsi que l'ensemble des espaces. Cette attractivité-là ne se fait pas seulement dans les magasins, mais véritablement dans cette appropriation concrète d'un territoire, car il est aussi notre « peau ».

**Rémi Cambau :**

Merci, nous allons terminer là-dessus.

**Anne Brézillon :**

Je voulais vous remercier pour la qualité de votre réflexion et pour avoir remis de l'humain au cœur de nos débats. J'adhère complètement à ce slogan du projet urbain qui permet la « vie bonne ». Je voudrais aussi rappeler que la ville a trois grands projets : le projet urbain, un agenda et aussi un projet social que nous venons de réécrire. Il peut faire une ville fraternelle, durable et plus humaine dans laquelle les associations auront une très large place. Tout ceci se combine.

**Rémi Cambau :**

Merci Anne Brézillon. Merci à toutes et à tous et surtout à Patrice Meyer-Bisch qui a très bien résumé en une phrase beaucoup de choses qui se sont dites dans votre définition de la « stimulation ». Vous avez rebondi sur ce que Djamel Klouche propose depuis trois jours. Il se retrouverait dans la définition que vous venez de donner.

**Patrice Meyer-Bisch :**

Le projet urbain, c'est l'histoire de la diversité, c'est-à-dire que j'échange avec l'autre sans me perdre ou me dénaturer pour autant. C'est le projet politique et c'est ce que devrait être le projet urbain.

**Rémi Cambau :**

C'est la stimulation qui va clore le débat. Stimuler, c'est donner une place à chacun dans la reconnaissance de l'autre que vous avez décrit. Merci beaucoup Patrice Meyer-Bisch.